

PROVINCE DE NAMUR – ARRONDISSEMENT DE DINANT
COMMUNE DE HASTIERE

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du **26-03-2025**.

Présents : JAMAR Corine, Présidente;
BULTOT Simon, Bourgmestre;
~~VINCKE Philippe~~, DE RYCKE Fabrice, CASTELEYN Joëlle, ROUSSEAUX Maud,
Echevins;
NENNEN Pauline, CARTIAUX Emmanuel, HOWET Florian, ISTACE Florian,
HANOULLE Laëtitia, LIBERT Michel, MORELLE Mathieu, FERDINAND-DARON
Jeanine , ROMAIN Jean-Michel, ROBIN Sabine, Conseillers;
MATHON David, Président du CPAS;
DEFECHE Valérie, Directrice générale.

Le Président ouvre la séance à 20h05.

Séance publique

Plan Climat

1 - CDU -1.82 / N° 142710

Farde Développement Durable / Chemise « Défi Alimentation Durable inclusive » : Convention ASBL Espace Environnement

Défi Alimentation Durable inclusive - Convention avec l'ASBL Espace Environnement, soutenu par la fondation Cyrus, en vue de mettre en œuvre un projet citoyen autour de la cuisine saine et de l'alimentation locale et de saison-approbation

En séance publique,

Vu les articles L1122-20 et L1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu le projet "Défi Alimentation Durable Inclusive" s'inscrivant dans le cadre des missions de l'ASBL Espace Environnement ;

Attendu le souhait de la Fondation Cyrus de mettre en œuvre le projet "Défi Alimentation durable Inclusive" dans sa zone d'intervention ;

Attendu le partenariat financier établi entre la Fondation Cyrus et l'ASBL Espace Environnement ;

Attendu la délibération du Collège communale du 3 février 2025 approuvant le projet « Défi Alimentation Durable Inclusive et sa volonté de soumettre la convention de partenariat au Conseil communal ;

Considérant que la commune de Hastière fait partie de la zone d'intervention de la Fondation Cyrus;

Considérant que les services communaux du Plan Habitat Permanent et du Plan de Cohésion Sociale estiment que cette formation longue constitue une opportunité s'inscrivant pleinement dans leurs objectifs respectifs ;

Considérant que cette formation répond en outre aux enjeux d'adaptation et d'atténuation poursuivis par le Plan Climat en lien avec les secteurs de l'agriculture et de la santé de notre territoire afin de promouvoir une alimentation saine et durable ;

Considérant que les séances s'organiseront de juin 2025 à décembre 2025, autour d'un groupe stable de maximum 15 personnes qui se rencontrera à raison de 9 séances à un rythme de rencontres bimensuelles (25 juin, 2 juillet, 6 août, 3 septembre, 24 septembre, 15 octobre, 5 novembre, 26 novembre, 17 décembre) ;

Considérant que l'objectif est de créer un groupe stable, en veillant à une composition la plus mixte possible ;

Considérant que la commune de Hastière s'engage à :

- constituer le groupe,*
- accompagner l'asbl Espace Environnement dans l'élaboration du projet et des activités,*
- assurer un suivi individualisé ,*
- assurer la gestion logistique des rencontres ;*

Considérant que l'asbl Espace environnement s'engage à :

- élaborer le projet et assurer ses animations,
- animer les rencontres,
- être l'interface entre la Fondation Cyrys et le "terrain" ;

Considérant que ce projet est mené en partenariat avec l'AMO Dinamo; le CPAS, le Plan Habitat Permanent, le Plan de Cohésion Sociale et la cellule POLLEC ;

Considérant que l'accompagnement des séances sera assuré par les partenaires à tour de rôle

;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er.

D'approuver la convention de partenariat conclue dans le cadre du projet « Défi Alimentation Durable inclusive » entre l'ASBL Espace Environnement, soutenue par la fondation Cyrys, et la commune de Hastière.

Article 2.

De transmettre un exemplaire de la présente aux services concernés (CPAS, PH, PCS, POLLEC, l'AMO DINAMO).

Administration

2 - CDU -1.777.81 / N° 142733

Farde ODR/PCDR : Opération de développement rural - Rapports annuels sur l'état d'avancement de l'opération / Chemise Rapports annuels de 2020 à

Approbation du rapport annuel 2024 du Programme Communal de Développement Rural

En séance publique,

Vu la Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement son article L1122-30;

Vu le Décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 juin 2014 portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au Développement rural;

Vu l'Arrêté Ministériel du 1er février 2019 approuvant la circulaire 2019/1 relative au Programme Communal de Développement Rural (PCDR);

Considérant qu'un rapport annuel de l'état d'avancement du PCDR doit être transmis annuellement à l'administration régionale;

Vu le rapport annuel 2024 relatif à l'état d'avancement du Programme Communal de Développement Rural;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1.

D'approuver le rapport annuel 2024 relatif à l'état d'avancement du Programme Communal de Développement Rural.

Article 2.

De transmettre le rapport via le Guichet des Pouvoirs Locaux du Service Public de Wallonie.

Article 3.

D'informer la Fondation Rurale de Wallonie.

3 - CDU -1.777.77 / N° 142467

Farde Contrat Rivière Haute Meuse : réunions bureau, asbl, comités locaux et concertation / Chemise Assemblées générales de 2025 à...

En séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L1122- 34 paragraphe 2 à savoir que le Conseil communal nomme les représentants du Conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'asbl Contrat de Rivière Haute-Meuse;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 2025 par laquelle il a désigné les représentants communaux au sein de l'ASBL ;

Attendu que la Commune est convoquée à participer à l'Assemblée générale du lundi 31 mars 2025 à 16h30 à Anhée (Salle Anjou);

Vu l'ordre du jour de ladite assemblée :

- 1) Approbation de l'ordre du jour*
- 2) Approbation du compte-rendu de l'AG du 15 mars 2024*
- 3) Mise à jour des membres du Comité de rivière et du CA*
- 4) Appel à candidatures pour le Conseil d'administration*
- 5) Approbation des comptes 2024 de l'asbl et décharge aux mandataires*
- 6) Désignation des vérificateurs aux comptes pour 2025*
- 7) Présentation du budget 2025*
- 8) Approbation du Règlement de travail et d'un Règlement d'ordre intérieur*
- 9) Inventaires des atteintes aux cours d'eau : bilan 2024*
- 10) Protocole d'Accord 2023-2025 : nouvelles actions inscrites depuis l'AG de mars 2024*
- 11) Approbation du rapport annuel d'activités 2024*
- 12) Journées Wallonnes de l'Eau 2025 : bilan*
- 13) Protocole d'Accord 2026-2028 : rétroplanning des rencontres des partenaires*

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er.

D'approuver l'ordre du jour de l'Assemblée générale du lundi 31 mars 2025 à 16h30 à Anhée (Salle Anjou) établi comme suit :

- 1) Approbation de l'ordre du jour
- 2) Approbation du compte-rendu de l'AG du 15 mars 2024
- 3) Mise à jour des membres du Comité de rivière et du CA
- 4) Appel à candidatures pour le Conseil d'administration
- 5) Approbation des comptes 2024 de l'asbl et décharge aux mandataires
- 6) Désignation des vérificateurs aux comptes pour 2025
- 7) Présentation du budget 2025
- 8) Approbation du Règlement de travail et d'un Règlement d'ordre intérieur
- 9) Inventaires des atteintes aux cours d'eau : bilan 2024
- 10) Protocole d'Accord 2023-2025 : nouvelles actions inscrites depuis l'AG de mars 2024
- 11) Approbation du rapport annuel d'activités 2024
- 12) Journées Wallonnes de l'Eau 2025 : bilan
- 13) Protocole d'Accord 2026-2028 : rétroplanning des rencontres des partenaires

Article 2.

De charger ses représentants : MM. Emmanuel CARTIAUX (membre effectif) et Serge MINGUET (membre suppléant) de représenter la commune de Hastière lors de cette Assemblée générale.

Article 3.

De transmettre la présente décision à l'ASBL «Contrat de Rivière Haute-Meuse».

4 - CDU -1.842.073.521.1 / N° 142713

Farde CPAS - Budget 2025 / Chemise CPAS - Tutelle spéciale d'approbation - Budget 2025 - Décision (CC 2025/03/26)

CPAS -Tutelle spéciale d'approbation - Budget 2025 - Décision

*En séance publique,
Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;
Vu l'article 112 bis de la Loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
Vu le budget 2025 du CPAS approuvé lors du Conseil de l'action sociale du 11 mars 2025 ;
Vu le rapport du 28 février 2025 de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;
Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune/CPAS organisée le 11 mars 2025 ;
Vu l'avis de légalité favorable sous réserve des modifications demandées de la Directrice Financière du 24 mars 2025 ;
Attendu que le budget du CPAS nous a été transmis le 13 mars 2025 ;
Considérant que le dossier est déclaré complet ;
Après en avoir délibéré,*

DECIDE par 11 voix pour et 5 abstention(s) (FERDINAND-DARON Jeanine , LIBERT Michel, MORELLE Mathieu, ROBIN Sabine, ROMAIN Jean-Michel) :

Article unique.

D'approuver le budget CPAS de l'exercice 2025 établi comme suit :

- Le budget ordinaire est à l'équilibre comprenant 3.082.284,55€ en recettes et en dépenses, avec une dotation communale de 900.000,00€.
- Le budget extraordinaire est à l'équilibre comprenant 90.706,90€ en recettes et en dépenses.

L'attention des autorités du CPAS est attirée sur les éléments suivants :

- À l'avenir, les procès-verbaux des commissions article 12 et CODIR doivent être transmis signés à l'autorité de tutelle.

La présente délibération est notifiée au CPAS de Hastière.

5 - CDU -1.842.072.6 / N° 142709

Farde CPAS - Tutelle administrative de la commune / Chemise CPAS - Tutelle administrative de la Commune - 2025

CPAS- Projet de cadre - Tutelle générale d'approbation

*En séance publique,
Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;
Vu les article 26bis, 42/1bis et 112 quater de la Loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976;
Vu le cadre du personnel approuvé lors du Conseil de l'action sociale du 11 mars 2025 ;
Attendu que le Comité de direction s'est réuni le 27 février 2025 et a examiné le projet de cadre du personnel;
Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune/CPAS organisée le 11 mars 2025 ;
Attendu que les organisations syndicales ont été concertées;
Vu la délibération du Conseil de l'action sociale datée du 11 mars 2025 par laquelle il a approuvé le cadre du personnel;
Attendu que le dossier a été transmis aux fins de tutelle d'approbation le 13 mars 2025 ;
Après en avoir délibéré,*

DECIDE à l'unanimité :

Article unique.

La décision du Conseil de l'action sociale datée du 11 mars 2025 par laquelle il a approuvé le cadre du personnel n'appelle aucune mesure de tutelle.

La présente délibération est notifiée au CPAS de Hastière.

Finances communales

6 - CDU -1.824.508 / N° 142384

Farde Tourisme - Objectif II : Tourisme fluvial/nautique (03) - GARANTIES BANCAIRES et ASSURANCES / Chemise Garanties bancaires Halte Hastière

Convention Halte nautique Hastière-Lavaux - Garantie bancaire

En séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement les articles L-1122-30 et L-1222-1;

Vu le règlement général des voies navigables du Royaume du 15 octobre 1935 et ses modifications ultérieures;

Vu le règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du 24 septembre 2006 et ses modifications ultérieures;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et ses modifications ultérieures;

Vu sa délibération du 23 décembre 2024 approuvant les conventions relatives aux concessions 60030.11 à .13 nous soumises par le Service public de Wallonie mobilité infrastructures-Direction du Support juridique et de la Domanialité pour les haltes nautiques de Heer-Agimont, Freÿr et Hastière-Lavaux;

Attendu que l'article 7 de la convention prévoit un montant de cautionnement, sous forme d'une garantie bancaire correspondant à 10% du montant de l'investissement consenti en 2004 par le SPW au profit exclusif du tourisme fluvial ;

Vu la nécessité pour la Commune d'Hastière de faire constituer, à sa charge, une garantie bancaire d'un montant maximum de 2.924,00 EUR en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SPW/Mobilité & Infrastructures, Direction du Support Juridique et de la Domanialité, Esplanade Simone Veil n° 1 à 4000 Liège pour la concession particulière de tourisme fluvial (30.05.2005) relative à une halte nautique de plaisance sise en rive gauche de la Meuse à Hastière - Lavaux entre les cumulés 4.667 et 4.736 - Concession n° 60031.11 à 13 ;

Vu la lettre du 13 décembre 2024 par laquelle Belfius Banque accepte l'émission de ladite garantie bancaire;

Vu les conditions de la garantie bancaire proposée par Belfius établies comme suit :

"Belfius Banque émet la garantie bancaire sous la responsabilité exclusive de la Commune de Hastière. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise. Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Hastière. Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du directeur financier de la Commune, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du Conseil Communal. La Commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée. La Commune de Hastière sera redevable d'une commission de 0,75 % l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie. La commission ne sera pas inférieure à 100,00 EUR par an et sera prélevée d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière BE19 0910 0053 1812, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre. S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière les montants payés de ce chef. Si le disponible en compte de paiement s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, de la Commune de Hastière s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette. En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard seront dus de plein droit et sans mise en demeure. Ces intérêts de retard seront calculés conformément au taux légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales en vigueur."

La banque pourra également exiger une indemnité pour les frais de recouvrement.

Vu la demande d'avis de légalité introduite auprès de la Directrice financière en date du 21 février 2025 ;

*Vu l'avis de légalité favorable rendu par la Directrice financière en date du 21 février 2025 ;
Sur proposition du Collège communal ;*

DECIDE à l'unanimité :

- de marquer expressément son accord sur les termes et conditions de la garantie bancaire appellable à première demande précitée détaillée dans le texte ci-dessus;
- d'accepter les termes et conditions posés par Belfius détaillés ci-dessus.
- de transmettre la présente à la Directrice financière.

7 - CDU -1.824.508 / N° 142382

Farde Tourisme - Objectif II : Tourisme fluvial/nautique (03) - GARANTIES BANCAIRES et ASSURANCES / Chemise Garanties bancaires Halte Heer-Agimont

Convention Halte nautique Heer-Agimont - Garantie bancaire

En séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement les articles L-1122-30 et L-1222-1;

Vu le règlement général des voies navigables du Royaume du 15 octobre 1935 et ses modifications ultérieures;

Vu le règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du 24 septembre 2006 et ses modifications ultérieures;

v Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et ses modifications ultérieures;

Vu sa délibération du 23 décembre 2024 approuvant les conventions relatives aux concessions 60030.11 à .13 nous soumises par le Service public de Wallonie mobilités infrastructures-Direction du Support juridique et de la Domanialité pour les haltes nautiques de Heer-Agimont, Freÿr et Hastière-Lavaux;

Attendu que l'article 7 de la convention prévoit un montant de cautionnement, sous forme d'une garantie bancaire correspondant à 10% du montant de l'investissement consenti en 2004 par le SPW au profit exclusif du tourisme fluvial;

Vu la nécessité pour la Commune d'Hastière de faire constituer, à sa charge, une garantie bancaire d'un montant maximum de 1.888,00 EUR en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SPW/Mobilités & Infrastructures, Direction du Support Juridique et de la Domanialité, Esplanade Simone Veil n° 1 à 4000 Liège pour la concession particulière de tourisme fluvial (30.05.2005) relative à une halte nautique de plaisance sise en rive gauche de la Meuse à Hastière - Heer-Agimont entre les cumulés 67 et 118 - Concession n° 60030.11 à 13.

Vu la lettre du 13 décembre 2024 par laquelle Belfius Banque accepte l'émission de ladite garantie bancaire établie comme suit :

Le Conseil Communal de la Commune de Hastière décide de demander la garantie bancaire précitée à Belfius Banque, aux termes du texte ci-après et aux conditions qui y sont reprises.

Par la présente, la Commune de Hastière marque expressément son accord sur le texte suivant :

« Sur ordre de la Commune de Hastière, ci-après dénommée « le donneur d'ordre », Belfius Banque S.A. ayant son siège social à 1210 Bruxelles, Place Charles Rogier 11, représentée par Madame Sabine Dewatripont, Loans Officer et Monsieur Dominique Mestdagh, Loans Officer, s'engage par la présente à payer, pour autant que le donneur d'ordre l'accepte ou qu'une décision judiciaire l'y contraint, un montant maximum de 1.888,00 EUR en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SPW/Mobilités & Infrastructures, Direction du Support Juridique et de la Domanialité, Esplanade Simone Veil n° 1 à 4000 Liège pour la concession particulière de tourisme fluvial (30.05.2005) relative à une halte nautique de plaisance sise en rive gauche de la Meuse à Hastière - Heer-Agimont entre les cumulés 67 et 118 - Concession n° 60030.11 à 13 ci-après désigné par « la convention sous-jacente ».

Le montant de la garantie pourrait être revu, sur simple demande du Directeur Financier, selon le décompte final de l'investissement (cfr Art 6.3 de la concession du 20.05.2005).

Tout appel à la garantie doit, pour être valable, être adressé par lettre recommandée à la poste, à Belfius Banque S.A., Public, Social & Specialised Lending, Place Charles Rogier 11 à 1210 Bruxelles.

Ce courrier doit faire référence à la présente garantie et contenir soit un accord écrit entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire se prononçant explicitement sur l'appel à la garantie et précisant les sommes dues soit une copie conforme d'une décision judiciaire se prononçant explicitement sur la libération de la garantie.

Tout paiement exécuté en vertu de la présente garantie engendrera de plein droit la

diminution de la garantie à concurrence du montant du paiement effectué.

La présente garantie prend fin de plein droit le 31 mai 2040. Elle pourra prendre fin à une date antérieure, soit de commun accord soit en vertu d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, dès réception par nous de la notification de cet accord ou de cette décision.

La présente garantie est incessible.

Cette garantie est régie par le droit belge. En cas de litige, compétence exclusive est donnée aux tribunaux de Bruxelles. »;

Vu les conditions de la garantie bancaire proposée par Belfius établies comme suit :

"Belfius Banque émet la garantie bancaire sous la responsabilité exclusive de la Commune de Hastière. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Hastière.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du directeur financier de la Commune, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du Conseil Communal. La Commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Hastière sera redevable d'une commission de 0,75 % l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 EUR par an et sera prélevée d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière BE19 0910 0053 1812, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte de paiement s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, de la Commune de Hastière s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard seront dus de plein droit et sans mise en demeure. Ces intérêts de retard seront calculés conformément au taux légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales en vigueur."

La banque pourra également exiger une indemnité pour les frais de recouvrement.

Vu la demande d'avis de légalité introduite auprès de la Directrice financière en date du 21 février 2025;

Vu l'avis de légalité rendu par la Directrice financière en date du 21 février 2025;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité :

- de marquer expressément son accord sur les termes et conditions de la garantie bancaire appelable à première demande précitée détaillée dans le texte ci-dessus;
- d'accepter les termes et conditions posés par Belfius détaillés ci-dessus.
- de transmettre la présente à la Directrice financière.

8 - CDU -1.824.508 / N° 142383

Farde Tourisme - Objectif II : Tourisme fluvial/nautique (03) - GARANTIES BANCAIRES et ASSURANCES / Chemise Garanties bancaires Halte Freyr

Convention Halte nautique Waulsort - Freÿr - Garantie bancaire

En séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement les articles L-1122-30 et L-1222-1;

Vu le règlement général des voies navigables du Royaume du 15 octobre 1935 et ses modifications ultérieures;

Vu le règlement général de police pour la navigation sur les eaux intérieures du 24 septembre 2006 et ses modifications ultérieures;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et ses modifications ultérieures;

Vu sa délibération du 23 décembre 2024 approuvant les conventions relatives aux concessions 60030.11 à .13 nous soumises par le Service public de Wallonie mobilité infrastructures- Direction du Support juridique et de la Domanialité pour les haltes nautiques de Heer-Agimont, Freÿr et Hastière-Lavaux;

Attendu que l'article 7 de la convention prévoit un montant de cautionnement, sous forme d'une garantie bancaire correspondant à 10% du montant de l'investissement consenti en 2004 par le SPW au profit exclusif du tourisme fluvial;

Vu la nécessité pour la Commune d'Hastière de faire constituer, à sa charge, une garantie bancaire d'un montant maximum de 2.924,00 EUR en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SPW/Mobilité & Infrastructures, Direction du Support Juridique et de la Domanialité, Esplanade Simone Veil n° 1 – 6ème étage à 4000 Liège pour la concession particulière de tourisme fluvial (30.05.2005) relative à une halte nautique de plaisance sise en rive gauche de la Meuse à Waulsort – Halte de Freÿr entre les cumulés 13.028 et 13.050 - Concession n° 60032.11 à 13;

Vu la lettre du 13 décembre 2024 par laquelle Belfius Banque accepte l'émission de ladite garantie bancaire;

Vu les conditions de la garantie bancaire proposée par Belfius établies comme suit :

"Belfius Banque émet la garantie bancaire sous la responsabilité exclusive de la Commune de Hastière. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Hastière.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du directeur financier de la Commune, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du Conseil Communal. La Commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Hastière sera redevable d'une commission de 0,75 % l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 EUR par an et sera prélevée d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière BE19 0910 0053 1812, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre. S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte de paiement de la Commune de Hastière les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte de paiement s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, de la Commune de Hastière s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard seront dus de plein droit et sans mise en demeure. Ces intérêts de retard seront calculés conformément au taux légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales en vigueur." La banque pourra également exiger une indemnité pour les frais de recouvrement."

Vu la demande d'avis de légalité introduite auprès de la Directrice financière en date du 21 février 2025;

Vu l'avis de légalité rendu par la Directrice financière en date du 21 février 2025;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité :

- de marquer expressément son accord sur les termes et conditions de la garantie bancaire appellable à première demande précitée détaillée dans le texte ci-dessus;
- d'accepter les termes et conditions posés par Belfius détaillés ci-dessus.
- de transmettre la présente à la Directrice financière

9 - CDU -2.073.526.41 / N° 142461

Farde Ordonnances des dépenses - mandats de paiements / Chemise Bons de commandes, imputations et régularisations de facture (art.60) - 2025

Imputation de la dépense - Facture de "La bûche Design"

En séance publique ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122-30 ;

Vu l'article 4 de l'arrêté du Collège communal du 3 février 2025 relatif au mode de fonctionnement pour l'engagement des dépenses strictement inférieures à 5.500,00 euros HTVA, à

leur délégation pour signature des bons de commande, à la consultation et au visa pour réception des travaux, fournitures et services ;

Vu les dispositions reprises à l'article 60 du règlement général sur la comptabilité communale du 5/7/2007, et en particulier son alinéa 4 deuxième tiret permettant au collège de décider l'imputation et l'exécution obligatoire d'une dépense ;

Vu la facture n°2025-0010 de La Bûche Design d'un montant de 990,97 € pour des plaquettes funéraires;

Vu la délibération du Collège du 24 février 2025 imputant la dépense et établissant le bon de commande à postériori ;

PREND ACTE

De la décision du Collège communal du 24 février 2025 de procéder à l'imputation de la dépense portant sur les frais de plaquettes funéraires en faveur de La Bûche Design d'un montant de 990,97 €.

10 - CDU -2.073.526.41 / N° 142462

Farde Ordonnances des dépenses - mandats de paiements / Chemise Mandats de paiement - Exécution sous la responsabilité du Collège Communal

Imputation de la dépense - Factures Province de Namur formations Excel et Word

En séance publique ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122-30 ;

Vu l'article 4 de l'arrêté du Collège communal du 3 février 2025 relatif au mode de fonctionnement pour l'engagement des dépenses strictement inférieures à 5.500,00 euros HTVA, à leur délégation pour signature des bons de commande, à la consultation et au visa pour réception des travaux, fournitures et services ;

Vu les dispositions reprises à l'article 60 du règlement général sur la comptabilité communale du 5/7/2007, et en particulier son alinéa 4 deuxième tiret permettant au collège de décider l'imputation et l'exécution obligatoire d'une dépense ;

Attendu les factures de la Province de Namur d'un montant de 75,90,120 et 75€ TVAC correspondant aux séances de formation excell et word;

Attendu la délibération du Collège du 13 janvier 2025 imputant la dépense et établissant le bon de commande à postériori;

PREND ACTE

De la décision du Collège communal du 13 janvier 2025 de procéder à l'imputation de la dépense portant sur les formations Word et Excell de la Province de Namur aux montants de 75,90,120 et 75 euros.

Marchés publics

11 - CDU -1.811.111.5 / N° 142735

Farde Eclairage public / Chemise Habitat Vert - domaine Fosse Dondaine - raccordement au réseau ORES (CC 2022/06/22)

Habitat Vert - domaine Fosse Dondaine - raccordement au réseau ORES - Approbation des conditions et du mode de passation

En séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° d) ii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : absence de concurrence pour des raisons techniques) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le domaine Fosse Dondaine est repris dans le projet de reconversion en Habitat Vert,

Considérant que le réseau électrique du domaine doit être versé dans le domaine public et géré par ORES;

Considérant les travaux à réaliser dans le domaine pour assurer la distribution électrique aux habitations et installer l'éclairage public;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 21.588,72 € hors TVA ou 26.122,35 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les travaux d'infrastructure sur le réseau électrique sont exclusivement du ressort de ORES;

Considérant que seule la firme ORES peut être consultée pour ce marché;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 922/732-54 20220103 montant porté 30.000 € et sera financé par subsides pour 21.000 € et par Fond de réserve pour 9.000 €;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le directeur financier ;

DECIDE à l'unanimité :

- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- De solliciter une offre de la part de ORES pour le raccordement du domaine "Fosse Dondaine - raccordement au réseau ORES".
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 922/732-54 20220103.

12 - CDU -1.811.111.3 / N° 142521

Farde Voirie - Entretien voirie 2025 / Chemise Contrat d'auteur de projet et de coordination sécurité - Approbation des conditions et du mode de passation (CC 2025/03/26)

Entretien de voiries 2025 - Contrat d'auteur de projet et de coordination sécurité - Approbation des conditions et du mode de passation

En séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° BAIL 2025 - AUTPROJ relatif au marché "Entretien de voiries 2025 - Contrat d'auteur de projet et de coordination sécurité" établi par la Commune de Hastière ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 14.876,03 € hors TVA ou 18.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au 421/735-60/20250035 ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le directeur financier ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er.

D'approuver le cahier des charges N° BAIL 2025 - AUTPROJ et le montant estimé du marché "Entretien de voiries 2025 - Contrat d'auteur de projet et de coordination

sécurité”, établis par la Commune de Hastière. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 14.876,03 € hors TVA ou 18.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2.

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3.

De financer cette dépense par le crédit inscrit au 421/735-60/20250035.

Acquisitions/Alienations/Emphytéoses/Locations

13 - CDU -2.073.511.4 / N° 142659

Farde Don et legs / Chemise Don de Messieurs Jean Pierre et Daniel THORON d'une parcelle sise au lieu-dit « Tienne », cadastrée 3° division Waulsort — section D n° 0329 Poooo

Approbation du projet d'acte pour la donation d'une parcelle sise au lieu-dit « Tienne », cadastrée 3° division Waulsort — section D n° 0329 Poooo d'une superficie de 5 ares 84 centiares de Messieurs Jean Pierre et Daniel THORON

En séance publique,

Vu l'article du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, en particulier les articles L1122-30, L2222-1 et L1221-1 ;

Vu l'Arrêté royal du 22 janvier 1979 adoptant le plan de secteur de DINANT-CINEY-ROCHEFORT;

Vu l'Arrêté du 28 juin 2005, entré en vigueur le 22 juillet 2005, relatif au règlement général sur les bâtisses en site rural ;

Vu le Code du Développement Territorial, entré en vigueur le 1er juin 2017 et partiellement réformé en date du 1er avril 2024 ;

Vu le Décret du 27 mars 2024 modifiant le CDLD en vue de simplifier les procédures administratives au bénéfice des pouvoirs locaux ;

Vu la circulaire du 20 juin 2024 relative aux opérations patrimoniales des pouvoirs locaux modifiant le CDLD en vue de simplifier le fonctionnement et l'organisation des organes communaux ;

Vu la délibération du Conseil communal en séance du 27 novembre 2024 qui accepte la donation de la parcelle sise au lieudit « Tienne », cadastrée 3e division – Waulsort – section D n° 0329 Poooo, d'une superficie de 5 ares et 84 centiares, appartenant à Messieurs Jean Pierre et Daniel THORON ;

Considérant l'email de Maître DELWART, daté du 3 mars 2025, transmettant le projet d'acte pour approbation par le Conseil communal ;

Considérant qu'un avis de légalité préalable a été sollicité auprès de la directrice financière avec le projet d'acte en date du 05 mars 2025;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er}.

D'approuver le projet d'acte pour la donation de la parcelle sise au lieu-dit « Tienne », cadastrée 3° division Waulsort — section D n° 0329 Poooo d'une superficie de 5 ares 84 centiares de Messieurs Jean Pierre et Daniel THORON.

Article 2.

La présente délibération sera transmise à Maître DELWART pour suite à donner.

Sur proposition de la Présidente, le point suivant de l'ordre du jour est retiré.

14 - CDU -2.073.511.3 / N° 142544

~~En séance publique,
Vu l'article L1123-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu l'Arrêté royal daté du 22 janvier 1979 adoptant le plan de secteur de DINANT CINEY-
ROCHEFORT ;
Vu le Code du Développement Territorial entré en vigueur en date du 1er juin 2017 ;
Attendu que Monsieur DE RYCKE, Echevin de l'Urbanisme, a proposé un échange de
parcelles à Monsieur LENOIR Serge dans un mail daté du 13 avril 2023 repris comme suit :
Monsieur LENOIR,
Suite à nos recherches, voici une proposition d'échange pour votre terrain cadastré A 428
d'une contenance de 55 ares contre les deux parcelles suite à votre proposition A 427 A
(contenance 22 ares 20) et A 39 D (contenance 1 are 40).
Notre proposition est d'ajouter la parcelle A 477 (contenance 41 a 50) se situant dans la partie
la plus pentue et la moins accessible.
Si cette proposition vous convient, une décision de Collège devrait vous parvenir pour accord
des différentes parties.
S'il devait y avoir une soule, la Commune s'engage à mener à bien la transaction.
Le DNF sera naturellement consulté et fera les estimations pour qu'aucune des parties ne soit
lésée.
En vous remerciant pour votre bonne attention, je vous prie d'agréer, mes salutations
distinguées.
Attendu que Monsieur LENOIR a répondu en date du 14 avril 2023 ce qui suit :
Bonjour Madame Barbier
Bonjour Monsieur De Rycke
Merci pour votre proposition d'échange que je valide
J'attends votre confirmation
Vu la reprise d'activité des scolytes sur la parcelle, il est urgent d'abattre les arbres touchés,
dès
lors, et dans la mesure du possible, il serait bon d'avoir déjà un accord de votre part pour
débuter les travaux d'abattage.
Cordialement
Serge Lenoir
Considérant que le Collège communal, en séance du 24 avril 2023, a décidé de :
= donner un accord de principe sur l'échange de parcelles ;
= solliciter une estimation après du DNF ;
= d'autoriser les travaux d'abattage ;
Considérant qu'une demande d'estimation a été adressée au DNF en date du 8 mai 2023
avec un rappel en date du 13 octobre 2023 au vu du remplacement de l'agent DNF Monsieur BAILLEZ
Vincent par l'agent DNF Monsieur MICHEL Sébastien ;
Considérant que le DNF a transmis son estimation en date du 12 décembre 2023 rédigée
comme suit :
"Concernant la parcelle communale A428 :
Bois de valeur « marchande » : 54 mélèzes du Japon, 1 douglas et 1 chêne pour 73 m³ de
grumes.
La qualité des bois est bonne et les bois ont atteint une dimension suffisante pour envisager
une exploitation finale. La parcelle est à plat, accessible via une parcelle communale voisine
et un chemin, la station est potentiellement productive.
Sur la base de ces éléments et des cours du bois actuels, nous estimons la valeur
marchande totale des bois sur pied à environ 4.000,00 euros ;
Concernant les 3 parcelles A427A, A477 et A39D de M. LENOIR :
La parcelle A477 est inaccessible (uniquement accessible via un petit sentier longeant la
Meuse) et inexploitable en raison de la pente et des rochers. La valeur marchande des bois
sur pied n'y est donc pas considérée.
Les parcelles A427A et A39D sont quant à elles occupées par un taillis d'aubépine (+/- 15 m³)
) avec quelques chênes de petites dimensions (+/- 10 m³) et de qualité "chauffage". Aucun
bois de qualité « marchande » n'est présent.
Sur la base de ces éléments et des cours du bois actuels, la valeur marchande totale des
bois sur pied sur les 2 parcelles A427A et A39D est estimée à environ 375 euros.
Bien que la superficie de l'ensemble des parcelles proposées par M. LENOIR (environ 66
ares) soit légèrement supérieure à celle de la parcelle communale (environ 55 ares),
l'échange proposé ne présente pas d'intérêt économique pour la commune. La parcelle~~

~~communale est propice à la production de bois (plate et accessible) alors que les parcelles proposées par M. LENOIR ne le sont pas.~~
~~L'intérêt de cet échange pourrait résider dans l'agrandissement de la Réserve Naturelle Domaniale des Spineuses dans un objectif de protection de la biodiversité.~~
~~Les parcelles A427A et A39D pourraient être mises à blanc et traitées en pelouse calcaire.~~
~~La parcelle A477, située en zone Natura 2000, a un profil typique d'érablière de ravin, habitat Natura 2000 prioritaire, avec la présence d'arbres écologiquement remarquables, de beaucoup de bois morts au sol et de la fougère scolopendre. Aucune exploitation forestière ne serait envisagée dans cette parcelle qui pourrait être classée en Réserve Forestière intégrale au sens de l'article 71 du code forestier.~~
~~Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que les échanges de parcelles soumises au régime forestier doivent être approuvés par la Ministre compétente. Ces échanges de gré à gré ne sont approuvés que si le prix offert par l'acquéreur est, pour ce qui concerne le fonds et la superficie, supérieur d'un tiers au moins à l'évaluation de l'expertise (en cas d'échange, cette règle s'applique au moment de fixer la valeur des parcelles soumises au régime forestier qui sont comprises dans la transaction et donc au moment de calculer le montant de la soulte éventuelle).~~
~~En conclusion, nous considérons cet échange comme défavorable pour la commune d'un point de vue purement économique. L'acquisition de ces parcelles peut répondre à un objectif de protection de la biodiversité bien que dans les faits, elles sont déjà préservées par leur situation difficile d'accès, à laquelle s'ajoute, pour la parcelle A477, le statut de protection Natura 2000";~~
~~Considérant que le Collège communal, en séance du 11 mars 2024, a décidé de soumettre une nouvelle proposition avec une nouvelle superficie afin d'équilibrer l'opération;~~
~~Considérant que Monsieur DE RYCKE propose d'ajouter la parcelle cadastrée section A 476 M d'une contenance de 13 ares 50 centiares située en zone forestière d'intérêt paysager audit plan de secteur et dans un site Natura 2000;~~
~~Considérant que la superficie totale à échanger est de 78 ares 60 centiares;~~
~~Considérant que le Collège communal, en séance du 25 mars 2024, a décidé de solliciter une nouvelle estimation auprès du DNF;~~
~~Considérant que la demande d'estimation a été envoyée au DNF en date du 12 avril 2024; que cette nouvelle estimation transmise en date du 15 avril 2024 mentionne que la parcelle A476M est également inaccessible (uniquement accessible via un petit sentier longeant la Meuse) et inexploitable en raison de la pente et des rochers. La valeur marchande des bois sur pied n'y est donc pas considérée;~~
~~Considérant que la conclusion du DNF reste donc similaire : "Bien que la superficie de l'ensemble des parcelles proposées par Monsieur LENOIR (environ 79 ares) soit légèrement supérieure à celle de la parcelle communale (environ 55 ares), l'échange proposé ne présente pas d'intérêt économique pour la commune. La parcelle communale est propice à la production de bois (plate et accessible) alors que les parcelles proposées par Monsieur LENOIR ne le sont pas. L'intérêt de cet échange pourrait néanmoins résider dans l'agrandissement de la Réserve Naturelle Domaniale des Spineuses dans un objectif de protection de la biodiversité. Les parcelles A427A et A39D pourraient être mises à blanc et traitées en pelouse calcaire. Les parcelles A477 et A 476 M, situées en zone Natura 2000, ont un profil typique d'érablière de ravin, habitat Natura 2000 prioritaire, avec la présence d'arbres écologiquement remarquables, de beaucoup de bois morts au sol et de la fougère scolopendre. Aucune exploitation forestière ne serait envisagée dans cette parcelle qui pourrait être classée en Réserve Forestière intégrale au sens de l'article 71 du code forestier. Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que les échanges de parcelles soumises au régime forestier doivent être approuvés par la Ministre compétente. Ces échanges de gré à gré ne sont approuvés que si le prix offert par l'acquéreur est, pour ce qui concerne le fonds et la superficie, supérieur d'un tiers au moins à l'évaluation de l'expertise (en cas d'échange, cette règle s'applique au moment de fixer la valeur des parcelles soumises au régime forestier qui sont comprises dans la transaction et donc au moment de calculer le montant de la soulte éventuelle).~~
~~En conclusion, nous considérons cet échange comme défavorable pour la commune d'un point de vue purement économique. L'acquisition de ces parcelles peut répondre à un objectif de protection de la biodiversité bien que dans les faits, elles sont déjà préservées par leur situation difficile d'accès, à laquelle s'ajoute, pour les parcelles A477 et A476M, le statut de protection Natura 2000";~~
~~Considérant que le Collège communal, en séance du 22 avril 2024, a décidé de poursuivre la procédure d'échange;~~
~~Considérant que la nouvelle estimation du DNF a été transmise à Monsieur LENOIR Serge en date du 25 avril 2024; que celui-ci a marqué son accord en date du 27 avril 2024;~~
~~Considérant que Monsieur LENOIR Serge a adressé un mail au service urbanisme en date du~~

~~7 juin 2024 rédigé comme suit : " Bonjour Madame Barbier, je fais suite à ma visite de ce samedi avec Mr De Rycke. Ce dernier m'a confirmé qu'il se tiendrait à notre dernier accord et ne plus tenir compte de l'avis du DNF. ceci dit , je souhaiterai avancer car comme je vous l'ai fais savoir la scolyte n'attend pas j'aimerais donc finalisez ce dossier au plus vite il m'a d'ailleurs donné le droit de commencer l'exploitation de la parcelle ref A428 faisant partie de l'échange cordialement Serge Lenoir "~~

~~Considérant que le Collège communal, en séance du 24 juin 2024, a décidé de désigner Maître LAURENT Philippe pour rédiger l'acte d'échange ;~~

~~Considérant que Maître LAURENT Philippe a été contacté par le service urbanisme en date du 24 juillet 2024 et que ce dernier a posé les questions suivantes par mail du 31 juillet 2024 :~~

~~=une soulte a t elle été fixée?~~

~~=qui supportera les frais de l'acte ?~~

~~=aucune estimation chiffrée par lot n'a été réalisée?~~

~~Considérant que le Collège communal, en séance du 5 août 2024, a décidé de répondre à Maître LAURENT :~~

~~=qu'au niveau de la soulte, il y avait lieu de voir l'estimation du géomètre ;~~

~~=que les frais d'acte sont aux frais du demandeur ;~~

~~=qu'une estimation du fond est demandée au géomètre ;~~

~~Considérant que Géofamenne a transmis en date du 30 août 2024 l'expertise du fond des trois terrains boisés pour l'échange éventuel avec Monsieur LENOIR Serge ;~~

~~Considérant que l'expertise est rédigée comme suit :~~

~~=la parcelle A 428 appartenant à la commune de HASTIERE d'une contenance de 55 ares est estimée à 3.300 euros ;~~

~~=les parcelles A 427 et A 39 D appartenant à Monsieur LENOIR Serge d'une contenance de 23 ares 40 centiares sont estimées à 1.170 euros ;~~

~~=les parcelles A 476 M et A 477 appartenant à Monsieur LENOIR Serge d'une contenance de 55 ares sont estimées à 1.375 euros ;~~

~~Considérant que le Collège communal, en séance du 16 septembre 2024, a décidé de poursuivre l'opération d'échange avec une soulte en faveur de la Commune ;~~

~~Considérant que Maître LAURENT Philippe a transmis le projet d'acte d'échange en date du 28 février 2025 ; que la soulte s'élève à 4.380,00 euros ;~~

~~Considérant que le Collège communal, en séance du 10 mars 2025, en a pris connaissance et a décidé de l'approuver et de porter le point à l'ordre du jour du prochain Conseil communal ;~~

~~Pour les motifs précités,~~

~~Après en avoir délibéré,~~

~~DECIDE à l'unanimité :~~

~~**Article 1.**~~

~~D'approuver le projet d'acte tel qu'établi par le Notaire Laurent.~~

~~**Article 2.**~~

~~D'imputer la recette à la première modification budgétaire 2025.~~

~~**Article 3.**~~

~~De transmettre une copie de la présente délibération :~~

- ~~- au Receveur régional ;~~
- ~~- au service Finances ;~~
- ~~- au Notaire instrumentant.~~

Urbanisme

15 - CDU -1.777.81 / N° 142681

Farde Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité - CCATM (création cc du 13/06/2007) / Chemise Désignation des membres de la CCATM (2025)

Désignation des membres de Commission Communale de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission Communale de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité

En séance publique,

Vu l'article L 1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

*Vu les articles D.I.7 à D.I.10 et R.I.10-1 à R.I.10-5 du Code du développement territorial ;
Vu l'article D.I.8 du Code du développement territorial (CoDT) par lequel le Conseil communal doit, dans les trois mois de son installation décider du renouvellement de sa commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) et en adopter le règlement d'ordre intérieur ;*

Attendu la décision du Conseil communal du 29 janvier 2025 de renouveler la CCATM et de charger le Collège de procéder à un appel public suivant les modalités prévues à l'article R.1.10-2 ;

Attendu l'appel public aux candidats lancé par le Collège communal du 03 février 2025 au 07 mars 2025 suivant les modalités prévues par le Code du développement territorial ;

Attendu les candidatures reçues, respectant les conditions de l'appel public suscité;

Considérant que la CCATM doit être composée d'un président, et de 8 membres pour une population de moins de 10.000 habitants, en ce compris les 2 représentants du Conseil communal;

Considérant que le Conseil communal doit choisir les membres en respectant:

- une répartition géographique équilibrée sur l'ensemble du territoire communal ;*
- une représentativité des intérêts économiques, sociaux, patrimoniaux, environnementaux, de mobilité, et énergétiques ;*
- une représentativité de la pyramide des âges spécifique à la commune ;*
- une répartition équilibrée hommes/femmes (deux tiers au maximum des membres sont du même sexe).*

Considérant que le Conseil communal a respecté ces critères pour effectuer le choix des membres ;

Considérant par conséquent, que ce choix présente un caractère objectif et équilibré;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er.

De désigner le Président de la CCATM :

- au scrutin secret, par 14 "OUI" et 2 "ABSTENTION":

- Mme DEFOSSE Anne, Rue Prince Albert, 21 à 5543 Heer-sur-Meuse, 65 ans

Article 2.

De désigner les membres hors quart communal au sein de la CCATM :

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

1. Effectif : M. CHARLIER Baudoin, Rue du Village, 17 à 5542 Blaimont, 43 ans, représentant les intérêts environnementaux

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

Suppléant : M. AIGRET Marcel, Grand Route, 54 à 5542 Blaimont, 59 ans, représentant les intérêts environnementaux

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

2. Effectif : M. MICHEL Jean-François, Rue du Cumont, 30 à 5540 Hermeton-sur-Meuse, 56 ans, représentant le secteur patrimoine

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

Suppléant : Mme. CARP Georgeta, rue des Trois Vallées, 6 à 5541 Hastière-par-delà, 60 ans, représentant le secteur patrimoine

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

3. Effectif : Mme BOSSE Delphine, Rue des Haleurs, 20 à 5541 Hastière-par-delà, 51 ans, représentant le secteur social

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

Suppléant : M. DEJARDIN Marc, Rue de l'Ancienne Gare, 143 à 5544 Agimont, 36 ans, représentant le secteur social

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

4. Effectif : M. FISHER Robert, Domaine Montmeuse, 57 à 5540 Hermeton-sur-Meuse, 76 ans, représentant le secteur énergie

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

Suppléant : M. LEROY Benoit, Allée des Pinsons, 28 à 5540 Hastière-Lavaux, 50ans, représentant le secteur énergie

- au scrutin secret, par 15 "OUI" et 1 "ABSTENTION":

5. Effectif : M. SEPULCHRE Julien, Rue de la Briquetterie, 65 à 5543 Heer-sur-

Meuse, 50 ans, représentant le secteur mobilité

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

Suppléant : M. DUMONCEAU Eric, Rue de la Source, 91 à 5540 Hastière-Lavaux, 63 ans, représentant le secteur mobilité

- au scrutin secret, par 16 "OUI" :

6. Effectif : M. DOMINE Emmanuel, rue de France 45 à 5540 Hermeton-sur-Meuse, 48 ans, représentant le secteur social

Suppléant : /

Article 3.

De désigner les membres du quart communal au sein de la CCATM :

- à l'unanimité :

1. Effectif : Mme DARON Jeanine

Suppléant : M. LIBERT Michel

- à l'unanimité :

1. Effectif : M. CARTIAUX Emmanuel

Suppléant : Mme CASTELEYN Joëlle

Article 4.

à l'unanimité, d'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur de la CCATM joint en annexe.

CCE/Enfance/Jeunesse

16 - CDU -1.851.121.858 / N° 142587

Farde Accueil extra-scolaire : Commission d'accueil (CCA) / Réunions/PV / Chemise

Renouvellement de la CCA - Désignation des membres de la composante 1 (CC 2025/01/29)

Composition de la commission communale de l'accueil-information

En séance publique,

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire et notamment son article 6 qui stipule que la CCA est composée de minimum quinze et maximum vingt-cinq membres effectifs ayant voix délibérative, répartis en cinq composantes, comptant chacune le même nombre de membres ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire et notamment son article 2 qui stipule que les membres de la CCA sont désignés dans les six mois qui suivent les élections communales pour une durée de six ans, renouvelable ;

Vu la délibération du Conseil Communal datée du 23 novembre 2011 décidant de créer une Commission Communale de l'Accueil (CCA) ;

Vu la délibération du Collège communal du 16 décembre 2024 désignant le président de la CCA et son suppléant;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 2025 désignant deux membres effectifs et deux suppléants pour siéger dans la composante 1 de la CCA;

Attendu que les écoles de l'entité ont désigné leurs représentants;

Attendu qu'il n'y a pas d'associations de parents dans le réseau communal et qu'il n'y a aucun candidat dans l'association de parents de l'école Ste Anne;

Attendu que Vie Féminine n'a pas proposé de suppléant;

Attendu que les 3 opérateurs d'accueil agréés ou déclarés à l'ONE de notre commune ont désigné leurs représentants;

Attendu que les associations ont désigné leurs représentants lors de l'assemblée des associations du 27 février 2025;

Attendu qu'une maman d'élèves du réseau communal a manifesté son intérêt à participer à cette commission;

Considérant que l'avis d'une famille est précieux dans cette commission et qu'il y a lieu de profiter de cet avis en invitant cette maman aux réunions;

PREND CONNAISSANCE

Plan de cohésion sociale/ Plan HP

Vu le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ("ROI") adopté par le Conseil communal le 30 janvier 2019;

Considérant la demande d'ajout de point supplémentaire à la séance du Conseil communal du 24 mars 2025, formulée par Monsieur Mathieu MORELLE;

Considérant que selon l'article 12 du ROI,

Tout membre du Conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, étant entendu:

a. que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du Conseil communal; (mercredi => jeudi)

b. qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil communal;

c. que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;

Considérant que la demande a été adressée à M. le Bourgmestre et à Mme la Directrice générale par courriel le 24 mars 2025 soit au moins 5 jours francs avant la réunion du Conseil communal du 26 mars 2025 ;

Le point suivant a été porté à l'ordre du jour.

17 - CDU -1.811.123 / N° 142937

Farde Service d'autobus - PROXIBUS / Chemise PROXIBUS : Enquête mobilité - Rapport d'enquête de mobilité

Proxibus : organisation d'une consultation des bénéficiaires et potentiel.l.le.s bénéficiaires en vue d'adapter les horaires et d'améliorer la communication autour du service

Vu l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulant que tout conseiller communal a le droit d'ajouter un point à l'ordre du jour d'un conseil communal ;

Vu le Décret relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne du 21 décembre 1989 qui crée et définit les missions de l'Opérateur de Transport de Wallonie (OTW), garantissant ainsi l'accès à la mobilité pour toutes les citoyennes et tous les citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2010 instaurant un Service Proxibus ;

Considérant l'éloignement physique de certains quartiers de notre commune et la nécessité de minimiser les inconvénients consécutifs à cette situation ;

Considérant que la mobilité est une clé d'intégration sociale, culturelle et économique ;

Considérant que la mobilité est un élément de cohésion sociale ;

Considérant notre volonté de lutter contre l'isolement, vecteur de souffrance ;

Considérant que l'approche permettant de rendre les bénéficiaires d'un service actrices et acteurs de celui-ci renforce son efficacité, l'adhésion à celui-ci et permet d'aiguiser la participation citoyenne, enjeu démocratique majeur;

REFUSE par 5 voix pour, par 11 voix contre (BULTOT Simon, CARTIAUX Emmanuel, CASTELEYN Joëlle, DE RYCKE Fabrice, HANOULLE Laëtitia, HOWET Florian, ISTACE Florian, JAMAR Corine, MATHON David, NENNEN Pauline, ROUSSEAUX Maud) et 0 abstention(s) :

la proposition suivante:

Article 1.

~~Confier à l'équipe du Plan de Cohésion Sociale (PCS) la charge de construire avec les bénéficiaires et potentiel-le-s bénéficiaires un dialogue spécifique participatif sur les services du Proxibus.~~

Article 2.

~~Sur base de ce dialogue, charger le plan de cohésion sociale de proposer une nouvelle organisation des transports du Proxibus centrée sur les attentes des~~

citoyennes et citoyens concerné-e-s.

Article 3.

~~Mandater le Collège communal pour mettre en œuvre cette nouvelle organisation dans le courant de l'année 2026.~~

Article 4.

~~Mandater le Collège communal pour construire une communication structurée et à jour de ce service : mettre le numéro de contact sur le site de la commune à jour, supprimer ou remettre à jour la page Facebook du service, diffuser largement les horaires actuels et futurs.~~

est dès lors **REJETÉE**.

18 - CDU -1.844 / N° 142704

Farde Plan de cohésion Social - Projet " Maison de l'Emploi " / Chemise Labellisation EPN au 01/09/2017 (CC 23/01/2017)

Rapport d'activités 2024 - Agrément Digistart-information

En séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil Communal ;

Vu le Décret du 12 novembre 2021 relatif à l'Accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

Vu le Décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2023 portant exécution du Décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique et modifiant diverses dispositions en la matière ;

Vu la notification du SPW emploi formation du 1^{er} février 2024 relative à l'octroi de l'agrément Digistart pour l'Espace Public Numérique (EPN) de Hastière pour un total de 481 heures et une durée de 2 ans à partir de cette date ;

Considérant qu'en plus de l'ouverture publique d'une infrastructure disposant d'équipements performants (ordinateurs, photocopieuse,...), l'EPN de Hastière propose des formations de base au numérique pour les demandeurs d'emploi afin de développer les compétences des citoyens et de réduire la fracture numérique très présente sur notre territoire grâce à l'agrément Digistart ;

Considérant que le SPW emploi formation demande qu'un rapport d'activités pour la période 2024 soit rendu au 31 mars 2025 au plus tard ;

PREND CONNAISSANCE

Article 1er.

Du rapport d'activités couvrant la première période de subvention, à savoir l'année 2024. Ce rapport contient les informations relatives aux formations dispensées, aux moyens mis en oeuvre et aux résultats obtenus.

Approbation procès-verbal

19 - CDU -2.075.1.077.7 / N° 142706

Farde Procès-verbaux du Conseil communal / Chemise Délibérations d'approbation des procès-verbaux

Procès-verbal de la séance du 26 février 2025-approbation

En séance publique ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté en sa séance du 30 janvier 2019 et approuvé par l'autorité de tutelle;

Vu le procès-verbal de la séance du 26 février 2025;

DECIDE par 15 voix pour et 1 abstention(s) (MORELLE Mathieu) :

D'approuver le procès-verbal de la séance du 26 février 2025.

Questions orales

20 - CDU -2.075.1.077.53 / N° 142707

Farde Conseil Communal - Convocations, ordres du jour, points supplémentaires / Chemise Questions orales

QUESTIONS ORALES

- Question de la conseillère Mme Daron : travaux rue de Mesnil : trottoirs rue du Faubourg à réfectionner?

Le Bourgmestre répond qu'il s'agit d'une compétence régionale et que le budget ne serait pas disponible à leur niveau.

- Question de la conseillère MMe Robin : prévoir marquages au sol carrefour rue des Gaux à H-p-D

Le Bourgmestre répond qu'il s'agit d'une route régionale et que cela ne relève donc pas de la compétence de la commune.

- Question du conseiller M. Morelle : rue des Vignes -travaux effectués sont-ils encore sous garantie?

Le Bourgmestre répond que c'est à voir avec Philippe Vincke.

- Question du conseiller Morelle : l'adhésion à Namur 2030 est-elle prévue?

Le Bourgmestre répond que l'adhésion sera soumise lors du prochain conseil communal.

- Question du conseiller Morelle : buvette Bois de Lens inoccupée?

Le Bourgmestre confirme mais il s'agit d'un bien privé, pas aux normes, le propriétaire n'aurait pas les moyens de la restaurer, il ne saurait tomber sous le coup de la taxe immeubles inoccupés.

- Question du conseiller Morelle : motion proposée?

Le Bourgmestre répond qu'elle sera soumise lors du prochain Conseil.

- Question du conseiller Morelle : tombe de M. De Brogniez : entretien?

Le Bourgmestre répond qu'il y a demain une réunion sur place pour les travaux envisagés et cela sera intégré dans le projet.

- Question du conseiller Morelle : évènement-demande autorisation à qui adresser?

Le Bourgmestre répond Bourgmestre avec analyse du Planu et information au Collège.

- Question du conseiller Libert : parc HPD-murs refaits : couvre-murs prévus?

De Rycke : oui.

- Question du conseiller Libert : bâche sur le terrain multisports de Corenove

Bourgmestre répond qu'il seront contactés pour remplacer+retendre

- Question du conseiller Libert : terrain près des bulles à verre-piquets pour empêcher stationnement

- Question du conseiller Libert : miroir bas clos saint-pierre

- Question du conseiller Libert : clôture plaine jeux Hastière-Plage-propreté et sécurité

L'échevin De Rycke répond qu'il va y regarder.

Le Président clôt la séance à 21h45

PAR LE CONSEIL,

s)La Directrice générale,

s)Le Bourgmestre,

Valérie DEFECHE

Simon BULTOT